



## Chômage - protection sociale

# De l'argent, il y en a !

**T**our à tour, Gattaz, le président du CNPF, et Chotard, le vice-président, viennent à nouveau de donner de la voix. Après avoir souligné que le forçage du CNPF depuis deux ans avait contraint le gouvernement à des reculs importants, Gattaz exige de nouvelles réductions des charges des entreprises, faute de quoi il organiserait la récession économique. Et Chotard menace d'organiser la grève des cotisations si le gouvernement était amené à les relever pour financer le déficit de l'assurance-chômage estimé à une douzaine de milliards de francs d'ici la fin de l'année.

Pourtant, en novembre dernier, le gouvernement avait décidé, pour équilibrer cette assurance-chômage, de réduire les prestations de 14 milliards de frs et d'augmenter les cotisations. Mais l'INSEE vient de prévoir 200 000 chômeurs de plus à la fin de l'année, conséquence de la stagnation de l'économie consécutive aux mesures prises par le gouvernement il y a un an et accentuées en mars.

Pierre Bérégozov vient de présenter une « *livre blanc sur la protection sociale* », qui fera l'objet d'un débat à l'Assemblée nationale jeudi. Il tente de montrer l'impossibilité de laisser les différentes prestations sociales et familiales en l'état, faute de quoi leur déficit deviendrait considérable. Il propose à la fois de ralentir la progression des dépenses et d'augmenter les recettes. Différentes hypothèses sont envisagées : augmentation de la TVA, contribution proportionnelle sur le revenu imposable, comme le 1% récent, déplaçonnement des cotisations. Mais ces solutions ont en commun de frapper la masse des travailleurs. Le livre blanc le reconnaît puisqu'il souligne que l'appel à l'impôt sur le revenu ne peut être qu'un appoint car, en raison de sa progressivité, l'essentiel de son poids repose sur un petit nombre de contribuables.

Une telle démarche s'inscrit dans la logique d'austérité pour les travailleurs retenue par le gouvernement. Elle consiste à s'attaquer non seulement au pouvoir d'achat des salaires, mais aussi au système de protection sociale, à la manière de Reagan et de Thatcher.

La publication des comptes de la nation pour l'année 1982 montre pourtant qu'il y a d'autres solutions que l'austérité, que la stagnation économique. Les revenus de la propriété et de l'entreprise ont atteint 1 141 milliards de frs, soit 13,2% de hausse par rapport à 1981, beaucoup plus que la hausse des prix. L'excédent brut d'exploitation, bon indicateur des profits, a atteint 360,6 milliards de frs, en augmentation de 12,7% par rapport à 1981. Contrairement à ce qu'affirme le CNPF, la part des salaires et charges sociales dans la valeur ajoutée a légèrement diminué et les impôts des entreprises sont restés stables. C'est de ce côté-là, du côté des gigantesques profits du grand capital, des revenus de la spéculation et de l'exportation des capitaux, des grandes fortunes, des centaines de milliards cachés en Suisse ou ailleurs, qu'il faut frapper pour financer les prestations sociales, l'assurance-chômage, les investissements nécessaires pour créer des emplois et répondre aux besoins sociaux des travailleurs.

Pierre BAUBY

## La défense de la Paix,

### UN COMBAT DE LONGUE HALEINE

Quelques centaines de milliers, nous étions à Vincennes, dimanche 19, pour défendre la paix, venus de tous les coins du pays. Et bien d'autres qui n'étaient pas là partagent aussi le même souci. Mobilisation qui confirme le 20 juin 82 : une conscience nouvelle des risques d'une troisième guerre mondiale est née en France, même si avec moins d'ampleur que dans d'autres pays européens.

Il est vrai, beaucoup de participants du rassemblement de Vincennes estiment que le danger de guerre est essentiellement, voire uniquement, américain. Une petite minorité exprimait même, par tracts dimanche, que « *l'antisoviétisme, c'est la guerre* », prenant fait et cause pour l'URSS. Ces affirmations, comme certaines réactions négatives au discours des « Verts » allemands condamnant à la fois l'installation des Pershing et des SS20, le Salvador et l'Afghanistan, coexistent avec de multiples interrogations et points de vue quant au surarmement massif des deux supergrands et quant à la responsabilité de leur rivalité économique, politique et stratégique-militaire dans la menace grandissante d'une guerre mondiale. Dimanche 19, pendant la fête et durant les trajets en car et en train, nous avons beaucoup discuté et nos points de vue sur la responsabilité des deux superpuissances, sur l'exigence d'un désarmement simultané et contrôlé des USA et de l'URSS, sur l'alliance nécessaire avec le Tiers Monde, ont rencontré de l'intérêt et de l'écho. Le combat de longue haleine pour défendre la paix passe par la discussion ouverte et la clarification collective des points de vue quant aux causes de la menace de la guerre. Nous sommes partants pour les mener partout où s'exprime l'aspiration fondamentale de paix. Du coup, nous critiquons la décision de grands partis et organisations qui n'ont pas soutenu l'initiative des Cent : comment lever les ambiguïtés et les flous, comment rendre caduques les manipulations et récupérations éventuelles, si l'on n'est pas sur le terrain ? La défense de la paix exige plus que des mises en garde du haut de la montagne ; elle nécessite le courage d'agir et de mener de pair la confrontation d'idées.

Abonnement à PCML Flash, un an : 60,00 F

Abonnement groupé  
PCML Flash et Travailleurs mensuel  
un an : 150,00 F - 6 mois : 80,00 F

## CRIMES INADMISSIBLES CONTRE DE JEUNES IMMIGRÉS

A Livry-Gargan (Seine-St-Denis) dans un supermarché, Moussa Mezzagh, 19 ans, est abattu à bout portant par un vigile au moment de l'arrivée de la police. Aux Minguettes à Vénissieux, un policier tire et blesse grièvement Doumi Djaidja, 21 ans, président de *SOS avenir Minguettes* qui tentait de délivrer un jeune homme aux prises avec un chien lâché par la police. Dans le premier cas, l'IGS est saisie, dans l'autre la préfecture est embarrassée. S'agit-il d'une « histoire de peur et de sécurité » ? Non ! Il s'agit d'une histoire de jeunes et de dignité se heurtant au racisme, aux ghettos et à une police de répression.

### 6<sup>e</sup> CNUCED,

#### DES DÉCISIONS URGENTES

La sixième Conférence des Nations Unies pour le Commerce et le Développement a commencé ses travaux à Belgrade le 6 juin. Les 125 pays du Tiers Monde s'y sont présentés unis sur la base de la déclaration économique du 7<sup>e</sup> Sommet des non-alignés de New-Delhi et de la déclaration du groupe des 77. Ils revendiquent en particulier le rééchelonnement du remboursement de la dette, la stabilisation des prix des produits de base et des recettes d'exportation, la suppression des mesures protectionnistes prises par les pays développés, de l'Ouest comme de l'Est, à l'encontre des produits des pays en développement, l'augmentation de l'aide au développement.

Le représentant de l'impérialisme américain a vigoureusement combattu ces différentes revendications. Il a vanté les mérites du système libéral, du libre-échange, de « la liberté du commerce, des capitaux et des investissements ». Il a demandé aux pays du Tiers Monde d'attendre les effets bénéfiques d'une reprise de l'économie américaine. Il a qualifié d'inutile la création d'un fonds commun pour les matières premières, « puisque le problème est moins la stabilisation des prix que la mise en œuvre d'une croissance non-inflationniste ». A propos du protectionnisme des pays développés, il a répondu que « les pays en développement n'ont qu'à procéder entre eux à des baisses de tarifs douaniers ».

De son côté, le représentant de l'URSS tout en se déclarant en accord avec nombre de propositions du Tiers Monde, a déclaré qu'elles ne concernaient pas les pays de l'Est, du fait de « la nature différente des relations que les pays socialistes entretiennent avec les pays en développement ». Mais l'URSS n'a jusqu'ici signé qu'un seul des accords sur

les produits de base (celui sur le caoutchouc) et ne promet pas de ratifier un accord sur un fonds de stabilisation des matières premières. Son représentant a déclaré que l'objectif de 0,7% du PNB des pays développés pour l'aide publique ne la concernait pas.

Les pays européens, dont la France, se sont montrés plus compréhensifs à l'égard des revendications du Tiers Monde, mais il reste à concrétiser cette orientation dans les décisions effectives dans la seconde partie de la Conférence.

Yao Yilin, vice-premier ministre chinois, de son côté, après avoir rappelé le soutien de la Chine à l'ensemble des propositions du Tiers Monde, a souligné que l'ouverture de négociation globales Nord-Sud en était indissociable. Il a montré que la prospérité des pays développés a été basée sur leurs échanges inégaux avec les pays sous-développés et a insisté pour le développement de la coopération Sud-Sud, à la fois pour accroître la puissance économique des pays du Tiers Monde et pour contraindre les pays développés à faire progresser le rapport Nord-Sud pour un nouvel ordre économique international.

#### UNE PASSE DIFFICILE POUR LE PEUPLE MAROCAIN

Jeudi dernier, 16 juin, au lendemain des procès qui ont vu la condamnation à des peines de prison de 33 responsables ou militants de l'USFP\*, à la veille de l'anniversaire de ce qu'on a appelé les émeutes de Casablanca (le 20 juin 1981), l'Association des Marocains en France, l'Association des travailleurs marocains en France et le Comité de lutte contre la répression au Maroc organisaient une conférence de presse, en présence de nombreuses associations et organisations (parmi lesquelles très peu de françaises). Y participaient également maîtres Champetier et Bournazel, observateurs mandatés notamment par l'Organisation internationale des avocats.

Il y a deux ans, il y avait eu 633 morts à Casablanca; mais le roi n'avait pu emprisonner les Benamar, Sassi, etc., ces leaders de l'USFP qu'il a fait aujourd'hui condamner. Des centaines d'hommes croupissent en prison, depuis les années 70 ou depuis 1981, alors que des centaines ont disparu, tel cet étudiant arrêté le 19 juin 1981 à son arrivée au Maroc et qu'on n'a pas revu depuis, tels ces blessés de juin 1981, enlevés, séquestrés on ne sait où, jamais relâchés, ni jugés, et bien d'autres... On en parle bien peu ici.

Passé difficile pour le Maroc qui, comme le disait Khader en ouvrant la conférence, s'enfoncé dans une impasse économique, sociale, politique aussi, que le peuple paie cher, lourde de crise pour l'avenir...

\* Union socialiste des forces populaires

## BLOC-NOTES

● Le 16 juin 1983, une délégation de notre parti, composée de Jacques Jurquet, membre du Secrétariat politique et responsable de la Section internationale du CC, de Hervé Dastar, membre du Comité central, de Robert Andréi, membre du bureau du CPR Provence-Côte-d'Azur, a rencontré monsieur Addou, secrétaire inter-régional Sud-Est-Sud-Ouest de la France de l'Amicale des Algériens en Europe. L'entretien qui a porté sur d'importantes questions d'intérêt commun, s'est déroulé dans une atmosphère de franchise et de cordialité. A l'issue de la rencontre, M. Addou a accordé une interview à Hervé Dastar pour notre mensuel *Travailleurs*.

● *Prolétariat*, numéro double 26-27, est sous presse. Au sommaire : « Protectionnisme, impérialisme, socialisme », « Le nouvel ordre économique international : les enjeux », « Les municipales 83 : chiffres et leçons », « La politique d'alliances est une stratégie » et différentes notes de lecture.

Le commander à Presse d'Aujourd'hui BP 90 75962 Paris Cedex 20. Prix du numéro double : 24,00F.

● Dans une lettre adressée à Li Xian-nian, nouvellement élu président de la République populaire de Chine, le Secrétariat du PCML écrit notamment : « Les succès remportés par la République populaire de Chine ces dernières années, pour développer la production agricole et industrielle et améliorer les conditions de vie de la population, comme l'action déterminée contre l'hégémonie et la rivalité des deux superpuissances pour sauvegarder la paix, sont un précieux encouragement pour tous les communistes, les classes ouvrières et les peuples du monde. »

#### NON A LA LIVRAISON D'UNE DEUXIEME CENTRALE NUCLÉAIRE A L'AFRIQUE DU SUD !

Une lettre de G. Penne, conseiller auprès de F. Mitterrand pour les « Affaires africaines », adressée au Mouvement anti-apartheid confirme les craintes quant à la livraison d'une deuxième centrale nucléaire à l'Afrique du Sud. Notre parti a écrit, le 21 juin, au président de la République et aux présidents des groupes socialiste et communiste à l'Assemblée nationale afin que le gouvernement français s'engage clairement et publiquement à ne pas livrer une telle centrale au régime raciste d'Afrique du Sud. Notre parti s'associe à la campagne de lettres lancée par le Mouvement anti-apartheid sur le sujet : écrivez, faire écrire à François Mitterrand et aux députés dans ce sens.